

ENVIRONMENT FOR EUROPE  
UN ENVIRONNEMENT POUR L'EUROPE  
ОКРУЖАЮЩАЯ СРЕДА ДЛЯ ЕВРОПЫ  
გარემო ევროპისათვის

BATUMI, 8-10 juin 2016



**Huitième Conférence ministérielle  
« Un environnement pour l'Europe »**

**Batumi (Géorgie)  
8-10 juin 2016**

---

**Pour une économie plus respectueuse  
de l'environnement dans la région  
paneuropéenne**





# Conseil économique et social

Distr. générale  
24 mars 2016  
Français  
Original : anglais

## Commission économique pour l'Europe

### Huitième Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe »

Batumi (Géorgie), 8-10 juin 2016  
Point 4 de l'ordre du jour provisoire  
**Pour une économie plus respectueuse de l'environnement  
dans la région paneuropéenne**

## **Pour une économie plus respectueuse de l'environnement dans la région paneuropéenne**

### **Note du Comité des politiques de l'environnement établie avec l'aide du secrétariat et du Programme des Nations Unies pour l'environnement**

#### *Résumé*

Le présent document a été établi conformément au Plan de réforme du processus « Un environnement pour l'Europe » qui demande qu'un seul document officiel soit établi par thème sélectionné pour chaque conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe » (ECE/CEP/S/152 et Corr.1, annexe I, par. 12 d)). Il répond aux questions qu'il a été convenu d'examiner sous le thème « Pour une économie plus respectueuse de l'environnement dans la région paneuropéenne » en décrivant les défis et perspectives du passage à une économie verte, les voies possibles vers la durabilité, notamment par le biais d'incitations en faveur d'une économie verte, et les mesures prises pour promouvoir la coopération entre les pays de la région paneuropéenne à l'appui de la transition vers une économie respectueuse de l'environnement.

Le document a été élaboré avec l'aide du secrétariat de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et du Programme des Nations Unies pour l'environnement et en consultation avec les organisations partenaires énumérées dans l'introduction.

Le document a pour but de faciliter le débat ministériel sur la transition vers une économie respectueuse de l'environnement dans la région en apportant des renseignements de base destinés à aider les délégations à se préparer pour la Conférence. Les perspectives concrètes des différents pays au titre de chacune des questions recensées devraient être abordées au cours des interventions et débats des ministres.

GE.16-04899 (F) 180416 200416



\* 1 6 0 4 8 9 9 \*

Merci de recycler



## Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction .....	3
I. Défis et perspectives.....	4
II. Voies vers la durabilité.....	11
III. Incitations en faveur d'une économie verte.....	20
IV. Coopération .....	26
V. Conclusions et voie à suivre.....	28
<b>Figures</b>	
1. Prêts accordés par des banques commerciales et cautionnés par KredEx pour d'importants travaux de réfection et des travaux de modernisation destinés à améliorer l'efficacité énergétique d'immeubles d'habitation en Estonie.....	7
2. Qualité des transports publics urbains par rapport à la demande dans certaines capitales de la CEE .....	9
3. Tendances de certaines caractéristiques de la gestion des forêts par rapport à la situation en 2000.....	13
4. Part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement total en énergie primaire dans la région de la CEE .....	15
5. Éléments des interactions .....	17
<b>Encadrés</b>	
1. Cadre institutionnel pour une transition vers une économie verte en République de Moldova ....	5
2. Bienfaits des marchés publics durables.....	21
3. Réforme des instruments économiques liés à l'environnement dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale.....	23
4. Conditions favorables à de jeunes entreprises innovantes : cas de l'Italie .....	26

## Introduction

1. La transition vers une économie plus respectueuse de l'environnement, perçue comme un moyen de promouvoir le progrès économique tout en garantissant durabilité environnementale et équité sociale, est considérée comme une voie prometteuse vers le développement durable. C'est pourquoi l'ONU et ses États Membres œuvrent à adopter des approches visant à instaurer une économie verte, y compris dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de ses objectifs de développement durable.

2. Dans la région paneuropéenne<sup>1</sup>, les ministres de l'environnement ont décidé à la Conférence « Un environnement pour l'Europe » tenue en 2011 à Astana de jouer un rôle de premier plan dans la transition vers une économie verte. Ils ont souligné la nécessité d'intensifier les efforts pour découpler la croissance économique et la dégradation de l'environnement, en stimulant l'investissement vert dans divers secteurs économiques et en s'attachant à promouvoir une consommation et une production durables, l'utilisation efficace de l'énergie et des ressources, ainsi que l'innovation. Ils ont également souligné combien il était important de développer les capacités humaines, institutionnelles et économiques en faveur du processus de transition, notamment en recourant à la recherche, à l'éducation et à la formation<sup>2</sup>.

3. La huitième Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe » contribuera à promouvoir le passage à une économie verte dans la région suite aux engagements pris à Astana, et portera principalement sur la manière de lancer le processus. Le but visé est d'aider les ministères de l'environnement à engager et à poursuivre le débat sur l'économie verte au sein du Gouvernement national et d'autres instances pertinentes, et de faire avancer le programme s'y rapportant.

4. Il n'existe pas d'approche universelle en la matière, étant donné que les défis et les perspectives seront différents selon les pays. Ces derniers peuvent donc être intéressés par différents modes d'action, outils et mesures, à l'échelle de l'économie dans son ensemble ou au niveau sectoriel. Par ailleurs, la coopération et l'échange de bonnes pratiques et d'enseignements sont également importants, notamment entre les autorités infranationales et locales, les entreprises et la société civile afin de promouvoir plus efficacement et concrètement une économie plus respectueuse de l'environnement.

5. Le présent document est fondé sur les quatre groupes de questions à aborder au cours du débat ministériel dont est convenu le Comité des politiques de l'environnement de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE)<sup>3</sup>. Il a été élaboré avec l'aide du secrétariat de la CEE et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et de concert avec des organisations partenaires, notamment l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), le Bureau régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

<sup>1</sup> La région paneuropéenne visée par le processus « Un environnement pour l'Europe » englobe tous les membres de la Commission économique pour l'Europe (CEE), à savoir les 56 États membres de la CEE.

<sup>2</sup> Voir la Déclaration ministérielle d'Astana : « Économisez l'eau, passez au vert ! » (ECE/ASTANA.CONF/2011/2/Add.1), accessible à l'adresse [www.unece.org/env/efe/astana/welcome](http://www.unece.org/env/efe/astana/welcome).

<sup>3</sup> En outre, les ministres devraient discuter du sujet de l'agriculture écologique et de la réduction des risques pour l'environnement, ainsi que de la façon dont les autorités infranationales et locales, les entreprises et la société civile participent au processus de transition.

6. Le projet définitif du document a été approuvé en vue de sa soumission à la Conférence par le Comité des politiques de l'environnement à sa session extraordinaire de février 2016. Le document a pour objet de faciliter le débat ministériel en fournissant des informations générales qui aideront les délégations à se préparer à la Conférence. On compte que des perspectives nationales concrètes seront soulevées au sujet de chacune des questions retenues au cours des interventions des ministres et des discussions.

7. Le document fait fond sur d'autres documents de base établis en la matière dans le cadre du processus « Un environnement pour l'Europe », indiqués ci-après, et les complète :

a) Pour une économie plus respectueuse de l'environnement : prise en compte de l'environnement dans le développement économique (ECE/ASTANA.CONF/2011/4)<sup>4</sup> ;

b) Pour une économie plus respectueuse de l'environnement dans la région paneuropéenne : progrès et perspectives (ECE/CEP/2013/10)<sup>5</sup> ;

c) Pour une économie plus respectueuse de l'environnement dans la région paneuropéenne : progrès, priorités, modalités et options (ECE/CEP/2014/5)<sup>6</sup>.

## I. Défis et perspectives

**Questions à examiner :** *Quels sont les défis urgents à relever pour promouvoir une économie plus respectueuse de l'environnement dans votre pays ? Quels effets positifs sur, l'emploi, le bien-être humain, la prospérité et le capital naturel, par exemple, seront visibles une fois instaurée une politique favorable à une économie verte ? Des compromis ont-ils été pris en compte dans l'élaboration des politiques – par exemple en ce qui concerne l'incidence sur l'emploi, l'équité sociale et l'investissement privé ?*

8. Le passage à une économie verte est généralement perçu comme une voie prometteuse vers le développement durable, mais, malgré les nombreux avantages procurés par toute évolution, il existe des changements à court et à moyen terme qui peuvent avoir des effets négatifs sur des individus ou des groupes d'individus. Certaines entreprises et industries, en particulier celles qui sont adaptées à une économie « brune » peuvent perdre leurs parts de marché si elles ne peuvent pas réagir aux changements, des licenciements pouvant ainsi se produire. D'autres entreprises peuvent être enclines à modifier leur portefeuille d'activités, ce qui exigerait des compétences différentes de la part de leur personnel. Par conséquent, les propriétaires, les gestionnaires et, en particulier, les employés peuvent craindre que la transition vers une économie verte entraîne de nouvelles pertes d'emplois et de revenus, et influe sur leurs moyens de subsistance. D'autres peuvent redouter que la consommation de certains biens et services devienne plus onéreuse, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives sur le niveau de vie qu'ils souhaitent maintenir ou atteindre.

9. Pour passer à une économie verte, il faut donc instaurer de nouvelles conditions favorables et appliquer des politiques adéquates visant ceux qui pourraient être défavorablement touchés par ce changement. En connaissant l'ampleur de la transformation (des modèles macroéconomiques permettent par exemple de chiffrer les pertes d'emplois potentielles dans les secteurs en déclin et les créations d'emplois dans les secteurs

<sup>4</sup> Accessible à l'adresse [www.unece.org/env/efe/Astana/documents.html](http://www.unece.org/env/efe/Astana/documents.html).

<sup>5</sup> Accessible à l'adresse [www.unece.org/index.php?id=32257](http://www.unece.org/index.php?id=32257).

<sup>6</sup> Accessible à l'adresse [www.unece.org/index.php?id=35032](http://www.unece.org/index.php?id=35032).

en expansion) et en se fondant sur des données empiriques, il sera possible de concevoir des politiques efficaces en matière de diversification économique, de mettre en place de nouveaux ensembles de compétences et d'apporter une aide sociale à ceux qui perdraient leur emploi et leur revenu. La transition doit aussi s'accompagner de campagnes d'information soulignant les bienfaits d'une économie verte en tant que moteur potentiel de croissance et générateur net d'emplois, ainsi que les bienfaits de cette économie pour le bien-être humain à long terme, et il est nécessaire de démythifier l'hypothèse erronée selon laquelle cela entraînerait une hausse générale des prix.

10. Élaborer une politique en la matière pourrait cependant être une tâche complexe car il est difficile d'évaluer l'incidence d'une politique dans différents domaines et dans la durée. Toutefois, des modèles sectoriels permettront d'expérimenter des scénarios afin de chiffrer les effets potentiels. Des stratégies globales visant les conséquences sur les secteurs économiques ou sur des éléments commerciaux et sociaux, y compris des mécanismes de compensation, devront aussi être élaborées et largement diffusées.

11. À ce jour, seuls quelques pays de la région ont mis en place des stratégies en matière de développement durable ou d'économie verte qui comportent des ensembles de mesures définissant des objectifs concrets en la matière. Encore moins nombreux sont les pays qui ont institué des organes intersectoriels chargés de superviser et de coordonner le passage à une économie verte. Cependant, une action gouvernementale ou institutionnelle collective ainsi qu'une coopération et une vision renforcées sont nécessaires pour gérer le changement. Pour que la transition soit possible, il est indispensable de venir à bout de l'inertie institutionnelle et des méthodes de travail en silo dans le domaine de la politique économique, sociale et environnementale.

#### Encadré 1

#### **Cadre institutionnel pour une transition vers une économie verte en République de Moldova**

Depuis 2013, les activités relatives à l'économie verte en République de Moldova sont coordonnées conjointement par le Ministère de l'environnement et le Ministère de l'économie. La coordination de ces efforts a donné lieu à l'élaboration d'un chapitre spécial sur l'économie verte dans la Stratégie nationale pour l'environnement (2014-2023) et à la création, en 2015, du Groupe de travail interministériel pour la promotion du développement durable et de l'économie verte. Ce Groupe de travail coordonne la mise en œuvre des dispositions du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, intitulé « L'avenir que nous voulons », de la Stratégie nationale pour le développement de la République de Moldova (2012-2020), de la Déclaration d'intention de 2014 sur le développement durable et l'économie verte, de la Stratégie pour l'énergie à l'horizon 2030, de la Stratégie pour l'environnement (2014-2023) et d'autres documents stratégiques dans ce domaine. Le Groupe de travail élabore en outre une Feuille de route pour la promotion de l'économie verte en République de Moldova et coordonne sa mise en œuvre.

12. Ce qui pourrait passer pour une inaction de la part des pouvoirs publics s'agissant du processus de transition pourrait s'expliquer par la pression politique visant à lutter à court terme contre la stagnation économique et un chômage important. En même temps, le nombre limité de succès avérés dans la mise en place de stratégies ou d'ensembles de mesures visant à promouvoir une économie verte n'a pas incité les pouvoirs publics à réévaluer les modèles de croissance économique classiques, quand bien même cela pourrait entraver à long terme les perspectives économiques.

13. Pour une bonne transition, il faut aussi mobiliser des fonds. En période de ralentissement ou de récession économique, les capacités budgétaires publiques sont limitées pour ce qui est de libérer des ressources afin de promouvoir la transition et de mobiliser des investissements privés.

14. Le secteur privé est intéressé par des conditions et cadres d'action stables et prévisibles, qu'il considère comme une base fiable pour investir, notamment dans les secteurs verts. Il est possible de créer de telles conditions en élaborant des stratégies de transition globales, cohérentes et durables, et en intégrant des objectifs en faveur d'une économie verte dans la planification du développement plus largement au niveau national, ce qui fait généralement défaut à l'heure actuelle.

15. Le secteur privé peut en outre ne pas investir dans les secteurs verts car il ne dispose pas de capacités suffisantes au niveau de la main-d'œuvre. Les nouveaux « emplois verts » exigent des qualifications et connaissances particulières, qui peuvent être inexistantes ou limitées sur le marché actuel du travail.

16. Malgré ces difficultés courantes, des exemples montrent les effets positifs de la mise en œuvre de politiques de promotion d'une économie verte, en particulier au niveau sectoriel. Ces succès ont été possibles grâce à des ensembles de mesures qui ont stimulé l'investissement privé, comme le montrent les exemples présentés dans les sections suivantes.

17. Un exemple notoire de mesures efficaces en matière d'économie verte est celui de la rénovation du parc immobilier. La Directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments<sup>7</sup>, par exemple, prévoit que les États membres doivent mettre en œuvre des politiques visant à améliorer l'état du parc immobilier et à modifier les comportements des consommateurs. La rénovation permet aux entreprises et aux propriétaires de logements d'en réduire l'impact sur l'environnement tout en réduisant les dépenses courantes et les factures d'énergie, et en améliorant l'efficacité des bâtiments. Une action adéquate des pouvoirs publics a incité les propriétaires (voir, par exemple, la figure 1) à investir à grande échelle dans l'amélioration de la performance énergétique en renforçant l'isolation des murs et des fenêtres ou en améliorant les systèmes de chauffage. Cela s'est traduit par la création d'emplois dans le secteur de la construction (c'est-à-dire dans les travaux de construction, ainsi que la production et la distribution de matériaux de construction) et a contribué à réduire les pertes énergétiques des bâtiments, ce qui a permis de diminuer les factures de chauffage et de réduire les émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre provenant du chauffage collectif ou individuel, et ainsi d'améliorer la qualité de l'air ambiant et d'atténuer les changements climatiques. Cependant, seules les approches qui prévoient des mesures visant à améliorer les compétences, les qualifications et à favoriser l'innovation auront également des effets durables sur la compétitivité de ce secteur. Ceux qui pourraient subir des pertes en raison d'un tel ensemble de mesures politiques sont notamment les distributeurs d'énergie et de combustibles de chauffage : lorsque l'efficacité énergétique augmente de 1 % dans l'Union européenne, les importations de gaz baissent de 2,6 %.

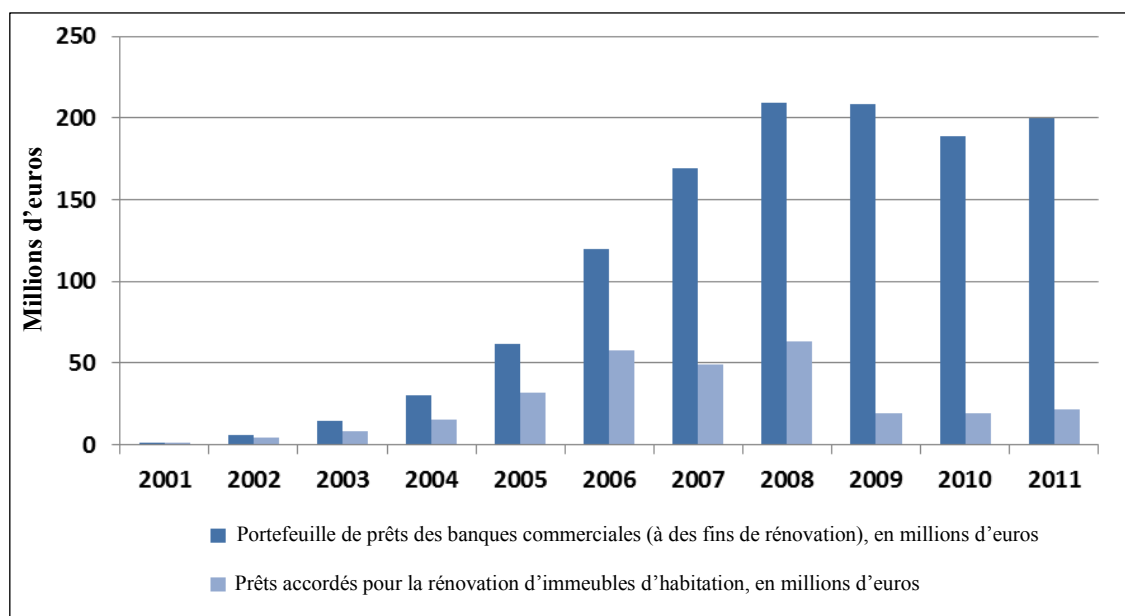
---

<sup>7</sup> Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil sur la performance énergétique des bâtiments (19 mai 2010).



Figure 1

**Prêts accordés par des banques commerciales et cautionnés par KredEx pour d'importants travaux de réfection et des travaux de modernisation destinés à améliorer l'efficacité énergétique d'immeubles d'habitation en Estonie<sup>8</sup>**



Source : [www.kredex.ee](http://www.kredex.ee), Estonie.

18. Comme autres bons exemples, citons les ensembles de mesures visant à promouvoir l'agriculture durable ou biologique. Cette dernière, en particulier, peut ouvrir des débouchés aux petits agriculteurs, qui représentent souvent la majorité de la main-d'œuvre agricole dans les pays à faible revenu. Dans certains pays de l'Union européenne, ainsi qu'en République de Moldova, en Suisse et en Ukraine, par exemple, des mesures ont été élaborées aux fins d'inciter les agriculteurs à opter pour l'agriculture biologique (par exemple en adoptant la rotation des cultures et en recourant à des engrais organiques et à la lutte antiparasitaire biologique) et de prévenir l'utilisation d'apports synthétiques (par exemple, engrais et pesticides) ainsi que de technologies ayant trait aux organismes génétiquement modifiés. Dans l'Union européenne, 500 000 hectares de terres environ sont convertis chaque année à l'agriculture biologique et 20 000 hectares environ le sont en Ukraine. Les effets favorables des mesures susmentionnées vont de l'exploitation de nouveaux créneaux agroalimentaires et d'une augmentation des exportations et d'une hausse des revenus agricoles (en raison de prix plus élevés) à la régénération des campagnes et au rétablissement des fonctions des écosystèmes. Cependant, afin de faciliter la période de conversion d'une agriculture classique à une agriculture biologique et de compenser les pertes dues à la baisse prévue des rendements au cours des premières années de transition, les producteurs peuvent avoir besoin d'un appui des pouvoirs publics, notamment sous la forme de subventions, pour procéder à cette conversion. Dans l'ensemble, ceux qui pourraient pâtir de ces mesures sont entre autres les agriculteurs traditionnels, qui pourraient à long terme perdre des parts de marché pour leurs produits, ainsi que les producteurs d'engrais, de pesticides et de semences synthétiques, qui pourraient avoir besoin d'une aide pour réorienter leurs activités.

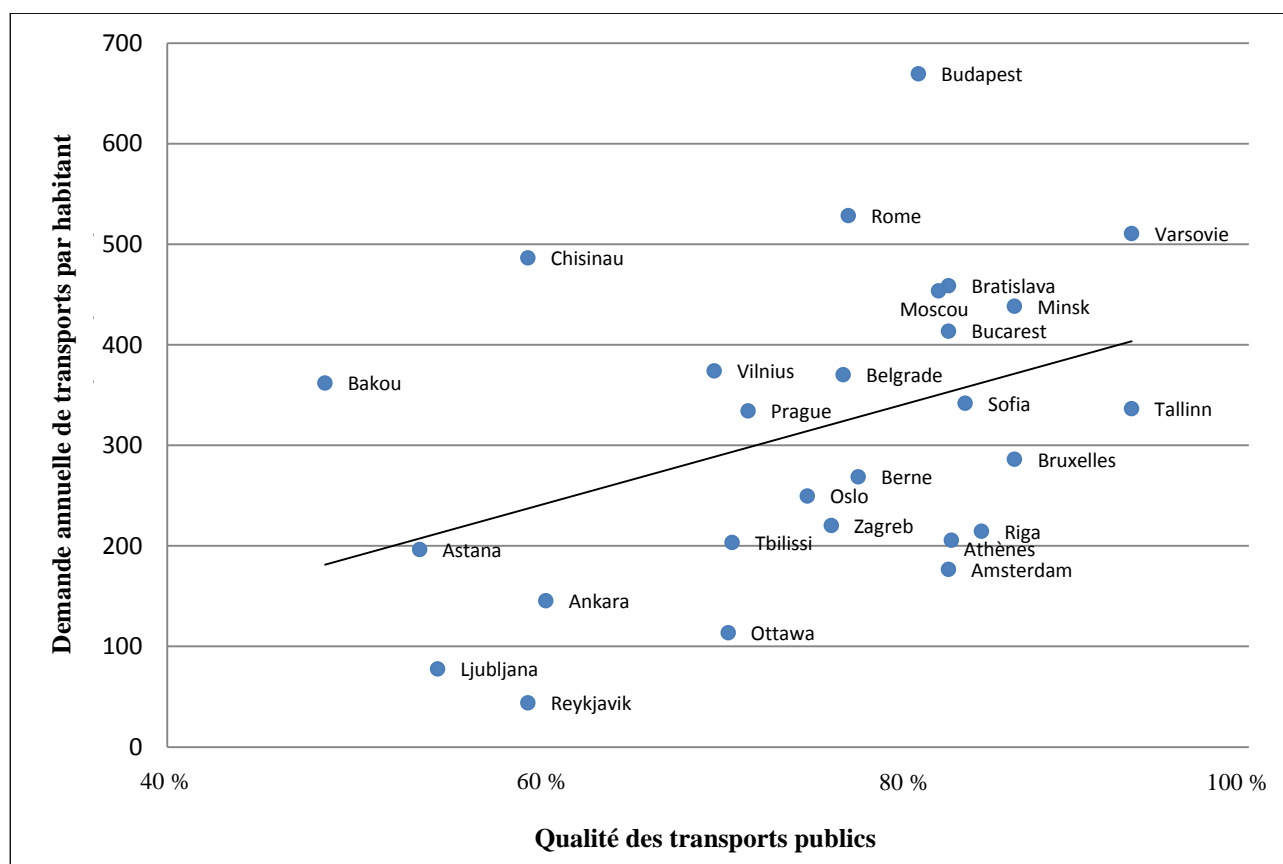
<sup>8</sup> La mention dans le présent document d'une firme ou d'une marque commerciale ne signifie pas que celle-ci a l'aval de l'Organisation des Nations Unies.

19. La mise en œuvre d'ensembles de mesures destinés à inciter le secteur forestier à fournir des produits tels que bois d'œuvre, biomasse et produits et services forestiers non ligneux – par exemple, la protection des terres et des habitations contre des catastrophes naturelles – à des marchés économiques fondés sur une combinaison efficace d'objectifs économiques et environnementaux de la gestion forestière (par exemple, en Pologne, en Espagne et dans les pays alpins) s'est traduite par de nombreuses créations d'emplois pour la population rurale. En parallèle, la mise en place du paiement de services forestiers, tels que la fourniture d'eau potable purifiée de manière naturelle et durable par les peuplements forestiers, pourrait se heurter à l'opposition des producteurs d'eau minérale qui à l'heure actuelle bénéficient gratuitement de ce service.

20. Les ensembles de mesures (tels que ceux préconisés par le Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement) visant à promouvoir les transports publics conjointement avec la marche et le cyclisme offrent aussi des avantages. Selon l'Agence internationale de l'énergie, à l'échelle mondiale, plus de la moitié de la consommation totale de combustibles fossiles liquides est attribuée aux transports, tandis que les émissions dues aux transports représentaient environ 23 % des émissions directes mondiales de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) en 2008, les transports terrestres comptant pour la plus grande part de celles-ci (16 %). Les mesures axées sur la promotion des transports publics fournissent des emplois, tandis que l'usage décroissant des véhicules privés dans le transport urbain aide à améliorer la qualité de l'air ambiant et la sécurité routière. De telles mesures peuvent aussi assurer l'accès à la mobilité à ceux qui ne possèdent pas de voiture, et aider à limiter les pertes économiques provenant des embouteillages chroniques et des dépenses de santé liées aux accidents de la circulation, à la pollution émanant des voitures et au manque d'activité physique. Toutefois, il est assez difficile d'appliquer ce type de mesures. Les transports publics urbains doivent être d'un coût abordable et offrir un service de qualité (voir la figure 2), qui, à son tour, nécessite une infrastructure fiable ainsi qu'un matériel roulant confortable. Cela n'est possible qu'avec les investissements urbains nécessaires (de nombreuses villes de la région paneuropéenne ont investi dans l'amélioration des infrastructures et du matériel roulant nécessaires aux transports publics). Les personnes touchées par ces mesures sont entre autres les usagers qui pourraient pâtir de durées de voyage prolongées en raison d'une utilisation partielle ou moins efficace du parc de véhicules, et les automobilistes subissant les effets d'éventuels embouteillages supplémentaires ou de voies de circulation plus étroites en raison des nouvelles voies réservées aux bus ou aux pistes cyclables. En outre, les constructeurs automobiles, leurs fournisseurs et les raffineries productrices de carburants pourraient subir des pertes en cas de baisse des ventes de voitures et de carburant à plus long terme. Cependant, si ces mesures sont combinées avec des solutions de transport intermodal et une promotion des voitures économes en carburant et électriques, cela pourrait permettre de créer des emplois, car davantage de capitaux et de ressources seraient investis dans la mise au point de technologies électriques ou hybrides nouvelles et efficaces.

Figure 2

## Qualité des transports publics urbains par rapport à la demande dans certaines capitales de la CEE



Source : CEE, figure fondée sur des données recueillies en 2011.

21. Un ensemble de mesures encourageant la récupération et le recyclage des déchets est un autre moyen d'obtenir des résultats positifs des approches appliquées en matière d'économie verte car il peut être source de revenus et d'emplois. Par exemple, au moyen de sa Directive relative aux déchets et abrogeant certaines directives<sup>9</sup>, qui prévoit que les États membres doivent supprimer ou réduire les déchets et les récupérer au moyen du recyclage, de la réutilisation ou de la valorisation afin d'en extraire des matières premières secondaires, l'Union européenne vise à atteindre un taux de recyclage de 50 % d'ici à 2020. Selon l'AEE, entre 2000 et 2008, le nombre d'emplois dans les secteurs de la gestion des déchets et du recyclage des matériaux a enregistré une augmentation annuelle de 7,14 et de 10,57 % respectivement dans les pays de l'Union européenne. Le tri et le traitement des matières recyclables peuvent à eux seuls engendrer 10 fois plus d'emplois que la mise en décharge ou l'incinération, par tonne traitée, et les emplois sont mieux rémunérés dans le secteur du recyclage que dans celui de la mise en décharge ou de l'incinération des déchets. En outre, les matériaux récupérés ou recyclés pourraient réintégrer les processus de production, ce qui apporterait d'importants avantages économiques et environnementaux.

<sup>9</sup> Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil sur la performance énergétique des bâtiments relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

22. Les mesures visant à promouvoir la remise à neuf sont également de plus en plus importantes, en particulier dans des domaines tels que les composants de véhicules automobiles, les pièces d'avions, les compresseurs, les équipements électriques et de communication de données. L'Institut Fraunhofer de Stuttgart a calculé que les opérations de remise à neuf dans le monde entier permettent d'économiser quelque 10,7 millions de barils de pétrole par an et qu'elles économisent aussi des volumes importants de matières premières. Aux États-Unis, par exemple, il a été estimé que la remise à neuf est une activité qui génère 47 milliards de dollars et qui emploie plus de 480 000 personnes<sup>10</sup>. Le secteur minier pourrait cependant subir des pertes si une baisse des revenus et de l'emploi accompagnait la diminution de la demande de minéraux issus de l'extraction<sup>11</sup>.

23. En tant que source de débouchés économiques dans une économie verte, le commerce international et la libéralisation du commerce des biens et services environnementaux peuvent contribuer à la transition vers ce type d'économie. Une étude de la Banque mondiale a estimé que la libéralisation du commerce pourrait entraîner une augmentation de 7 % à 13 % du volume des échanges de cette catégorie de biens. Les négociations en cours concernant un accord sur les biens environnementaux, sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce, devraient faciliter la libéralisation des échanges moyennant la suppression des tarifs douaniers sur une liste approuvée de biens environnementaux, qui toucherait au moins 90 % du commerce mondial de ces biens. Pour les pays importateurs, la suppression des obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce des services et des biens environnementaux se traduirait par un meilleur accès à des biens et services moins chers et plus efficaces et variés sur le marché international. Pour les exportateurs, la libéralisation peut ouvrir de nouveaux débouchés commerciaux et favoriser le développement d'industries compétitives axées sur l'amélioration de l'environnement, notamment par la mise au point ou la diffusion de technologies. Cependant, la modification des flux commerciaux pourrait également provoquer une externalisation de la production polluante vers des pays dont la réglementation est moins stricte, ou réduire la compétitivité de certaines entreprises, même si ces tendances ne sont pas encore largement observées.

24. Globalement, une économie verte peut procurer rapidement des avantages économiques, sociaux et environnementaux, et non pas seulement des avantages à moyen et à long terme. Il en est également ainsi pour un facteur aussi important que l'emploi pour les populations urbaines et rurales. Il est prouvé qu'il est intéressant d'investir dans une économie verte et de profiter pleinement des possibilités et avantages qu'elle procure : établissement d'une économie où la productivité des ressources est élevée, amélioration de la qualité de vie de la population et recensement de nouvelles sources de développement économique.

---

<sup>10</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Vers une économie verte : pour un développement durable et une éradication de la pauvreté* (Nairobi, 2011). Accessible à l'adresse [www.unep.org/greeneconomy](http://www.unep.org/greeneconomy).

<sup>11</sup> À ce jour, le secteur minier est davantage touché par la récession économique et la baisse de la demande connexe que par la concurrence provenant des activités de récupération ou de recyclage.

## II. Voies vers la durabilité

**Questions à examiner :** *Quelles approches se sont révélées les plus utiles pour promouvoir une utilisation plus efficace des ressources naturelles et réduire les pressions qui pèsent sur elles (par exemple, économie circulaire, innovations et initiatives vertes dans les domaines de l'énergie, de la construction, des infrastructures de transport, de l'eau, des réformes budgétaires, de la normalisation et de l'étiquetage) ? Quelles initiatives sont efficaces ou devraient être lancées dans votre pays pour surmonter les difficultés et les obstacles importants, notamment en ce qui concerne les modes de consommation et de production durables ?*

25. Il est largement admis que les ressources naturelles sont limitées et que les écosystèmes et les services connexes subissent une dégradation, ce qui exige de nouvelles démarches pour répondre aux besoins d'une population croissante et favoriser la prospérité dans la région d'une manière durable.

26. À ce jour, un certain nombre d'approches, de programmes et d'initiatives ont été élaborés dans la région de la CEE et à l'échelle mondiale, y compris le cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables mis en œuvre par le PNUE, afin de promouvoir une utilisation plus efficace des ressources naturelles et ainsi atténuer le fardeau qui pèse sur les écosystèmes, les services qu'ils offrent et les ressources naturelles aux fins du développement économique et social. Pour ce faire, il est nécessaire de disposer d'un soutien apporté par des instruments budgétaires, réglementaires et fondés sur l'information tels que ceux décrits au chapitre suivant, le but étant de stimuler et d'encourager les changements comportementaux nécessaires à des modes de consommation et de production plus conscients et durables.

27. On constate un découplage relatif entre le développement économique et la dégradation environnementale dans la région (à savoir que les effets sur les ressources se sont atténués par rapport au produit intérieur brut (PIB)), ce qui réduit les risques pour la santé et l'environnement. Toutefois, il est encore indispensable d'intensifier les efforts pour parvenir à une situation de découplage absolu, dans laquelle l'efficacité des ressources progresse au moins aussi rapidement que la production économique et les effets sur les ressources diminuent en valeur absolue.

28. Pour que les gouvernements puissent mesurer leur base globale d'actifs naturels et en rendre compte, il est nécessaire qu'ils effectuent une valorisation du capital naturel dans leurs comptes nationaux et qu'ils élaborent les indices appropriés. Les indicateurs économiques classiques, comme le PIB, donnent une image déformée de la performance économique, car ils ne prennent pas en considération l'utilisation du capital naturel. Toutefois, les modifications apportées aux réserves d'actifs naturels, c'est-à-dire la diminution des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement, peuvent être évaluées en termes monétaires et intégrées dans les comptes nationaux à l'aide des systèmes de comptabilité environnementale et économique. L'utilisation plus large de mesures complémentaires, liées notamment à la richesse partagée et aux taux d'épargne réels, donnent une indication plus précise et réaliste du niveau de la production économique par rapport aux réserves de capitaux physique, humain et naturel.

29. D'autres moyens de limiter les pressions subies par les ressources naturelles non renouvelables sont l'application de méthodes de gestion durable des ressources naturelles ou des écosystèmes, la réduction des effets des secteurs économiques sur l'environnement, l'analyse des interactions, l'urbanisme, et l'économie circulaire. Il est possible de modifier à long terme les comportements sociétaux par l'éducation au développement durable.

Sont également importants à cette fin les programmes de dépenses publiques en faveur de la science et de la recherche, l'accès à de bonnes pratiques et connaissances en matière de réduction des pressions environnementales et l'existence de cadres de suivi aptes à évaluer les succès et échecs des mesures visant à assurer la durabilité.

30. Pour une bonne mise en place de ces méthodes et programmes, il est primordial d'assurer un engagement significatif de la société civile et du secteur privé, en permettant leur accès à l'information et leur participation à la prise de décisions.

### **Gestion durable des ressources naturelles ou des écosystèmes**

31. Il est possible, grâce à une gestion durable des ressources naturelles ou des écosystèmes selon un ensemble de principes définis, de parvenir au panachage le plus efficace d'objectifs environnementaux, économiques et sociaux, et de sécuriser leurs fonctions à long terme. La démarche la plus connue et la plus répandue est la gestion durable de l'eau et des forêts.

32. La gestion durable de l'eau contribue à concilier l'offre et la demande, et à répartir l'eau là où elle crée le plus d'avantages, tout en faisant en sorte que les ressources en eau ne s'épuisent pas ou que leur qualité ne se dégrade pas. Les liens entre l'eau et les autres secteurs d'utilisation ont été établis et différents scénarios de répartition sont examinés. Une bonne pratique internationale de gestion durable de l'eau dans le cadre du droit international sur l'eau<sup>12</sup> consiste à appliquer une gestion intégrée des ressources en eau au niveau des bassins, que ce soit ou non dans un contexte transfrontière.

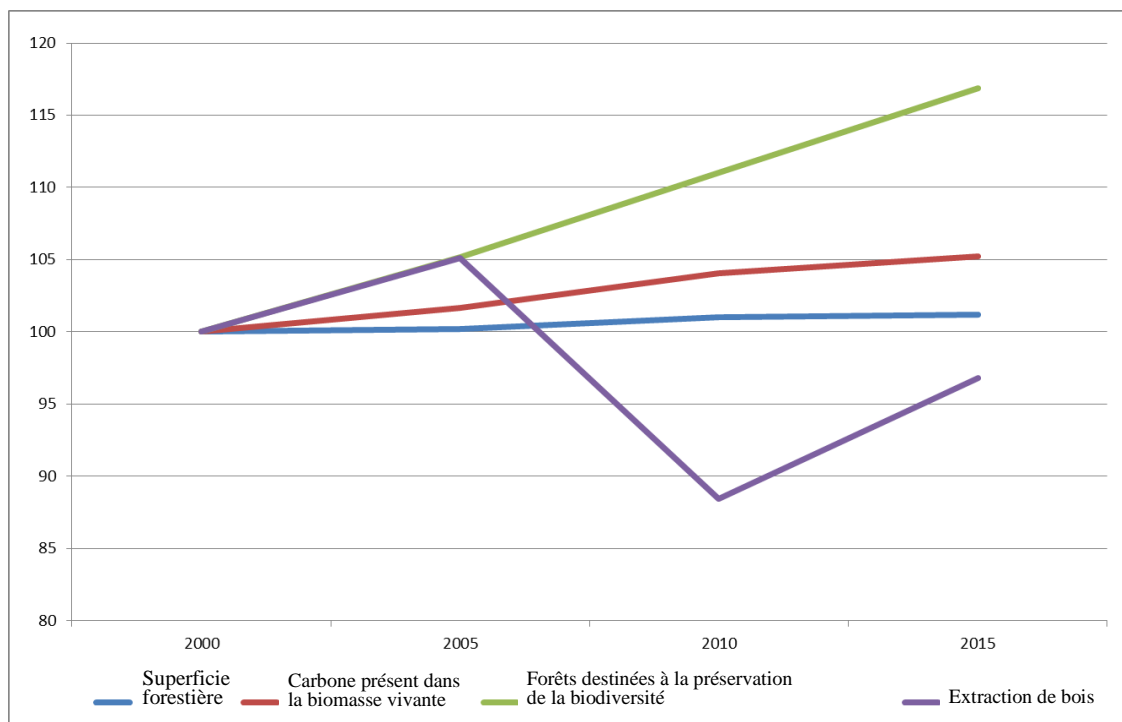
33. La gestion durable des forêts aide à équilibrer la demande de produits et de services forestiers et la nécessité de préserver et de renforcer les écosystèmes et les services forestiers, de sorte que les forêts puissent en permanence assurer leurs fonctions à l'avenir, tout en assurant une viabilité économique durable et la compétitivité de la foresterie et des secteurs connexes (voir la figure 3).

34. Ces cadres de gestion doivent s'appuyer sur divers instruments aptes à les mettre en œuvre et à changer les comportements. Une bonne base réglementaire est indispensable. De même, l'application d'instruments économiques joue un rôle important. Par exemple, il est important de fixer le prix des ressources à des niveaux appropriés, non seulement pour ce qui concerne le prix des services et du capital naturels, mais aussi de tous les autres intrants au sein d'une économie. La plupart des ressources naturelles sont sous-évaluées, ce qui favorise leur surexploitation. La fixation du prix de l'eau à des niveaux appropriés différents selon l'utilisation, ou en mettant place un paiement des services rendus par les écosystèmes, est un moyen efficace de soutenir la gestion durable de ressources rares.

---

<sup>12</sup> C'est-à-dire dans le cadre de la Convention de la CEE sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux.

Figure 3  
**Tendances de certaines caractéristiques de la gestion des forêts par rapport à la situation en 2000**  
 (En pourcentage)



Source : *Forests in the ECE Region : Trends and Challenges in Achieving the Global Objectives on Forests*, publication des Nations Unies, numéro de vente : E.15.II.E.6. Accessible à l'adresse [www.unece.org/forests/forests-in-the-ece-region-2015](http://www.unece.org/forests/forests-in-the-ece-region-2015).

### Approches sectorielles durables

35. La durabilité environnementale devrait être au cœur du développement de chaque secteur économique. Autrement dit, il s'agit d'améliorer la qualité de vie de la population et d'assurer le progrès et la sécurité économiques tout en réduisant l'empreinte écologique du secteur concerné.

36. Dans le secteur de l'énergie, le développement de la production d'énergie à partir de sources renouvelables, l'expansion de production décentralisée, la création d'un réseau de petits systèmes énergétiques et la mise en œuvre de solutions hors réseau fondées sur des sources renouvelables et le stockage de l'énergie ou des réseaux intelligents sont tous des signes d'une révolution énergétique qui aide à mettre en place un système énergétique durable (voir la figure 4). L'adoption d'une production d'énergie à partir de sources renouvelables contribue à réduire l'utilisation des ressources minérales et, partant, les pressions exercées sur elles. Toutes les mesures visant à renforcer l'efficacité énergétique entre la source et le stade de l'utilisation – pendant la production, la transmission et la distribution – permettent d'économiser des ressources qui devraient normalement être utilisées pour compenser les pertes d'énergie.

37. Dans le secteur agricole, il est possible, en remplaçant des pratiques intensives et non durables par des techniques traditionnelles, extensives et durables, de réduire la consommation de produits chimiques, d'eau et d'énergie, d'éviter la pollution des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que de préserver des nutriments importants du sol. Il s'avère qu'une modification peu ou non coûteuse des techniques agricoles peut réduire les pressions subies par les écosystèmes, avec l'avantage additionnel que constitue la

préservation des terres agricoles de grande valeur et de la biodiversité agricole pour les générations futures.

38. Si l'on applique des approches écologiquement durables, les processus de fabrication et de construction, les produits manufacturés et les bâtiments construits deviennent plus respectueux de l'environnement. Ces dernières années, la productivité au niveau des matériaux et de l'énergie s'est améliorée pour des biens tels que maisons, voitures et divers appareils, ce qui a contribué à réduire les pressions pesant sur l'environnement.

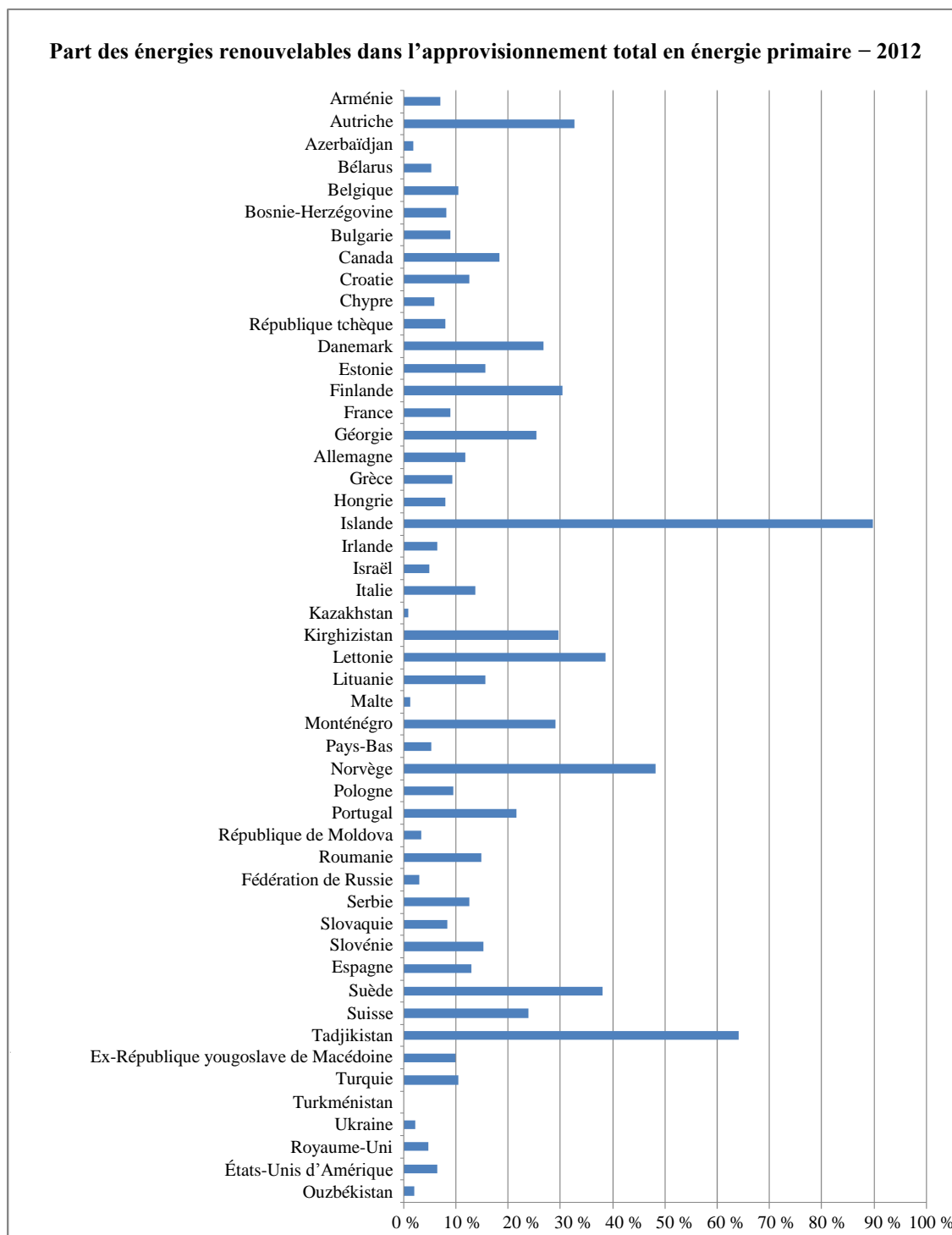
39. Dans le secteur des transports, l'encouragement des solutions de transport intermodal – qui permettent les transferts entre différents lieux en associant de manière optimale divers modes de transport qui sont les plus économes en énergie et les moins polluants pour ces transferts – peut aider à réduire l'utilisation d'énergie et ainsi les émissions polluantes, et en fin de compte réduire les pressions exercées sur les ressources et les écosystèmes tout en améliorant la santé de la population.

40. On pourrait encore améliorer les résultats obtenus grâce à des approches sectorielles durables. Pour le secteur de l'énergie, en intégrant mieux les marchés nationaux selon des règles de fonctionnement communes, il serait possible d'obtenir une pénétration plus rentable des technologies à plus faible intensité d'émission de carbone et d'améliorer la résilience du système énergétique. De même, pour le secteur des transports, on pourrait en intégrant les marchés des transports nationaux selon des règles de fonctionnement communes promouvoir des modes de transport plus efficaces – par exemple, le mode ferroviaire dans le transport international. Cela permettrait d'investir dans les infrastructures requises. Des règles de fonctionnement claires et communes, également au niveau national, pourraient attirer les investissements privés tant dans le secteur de l'énergie que dans celui des transports.

41. Dans le secteur de la construction et le secteur manufacturier, les gains d'efficacité ont été contrebalancés par l'augmentation de la demande. Il est nécessaire d'écologiser les chaînes d'approvisionnement mondiales dans les secteurs susmentionnés, et de trouver et d'appliquer des solutions novatrices qui permettront d'obtenir un découplage absolu.



Figure 4  
Part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement total en énergie primaire dans la région de la CEE



Source : Réseau d'action pour les énergies renouvelables pour le XXI<sup>e</sup> siècle (REN21), *Rapport de situation sur les énergies renouvelables de la CEE* (Paris, 2011). Accessible à l'adresse <http://www.ren21.net/status-of-renewables/global-status-report>.

### Approche des interactions

42. L'intégration entre les divers secteurs et échelons de gestion et de gouvernance occupe une place centrale dans l'approche des interactions, le but étant d'établir des synergies et de réduire au minimum les compromis. Cette approche met l'accent sur les liens et interdépendances entre des ressources telles que l'eau, l'énergie, les terres (aux fins de la production agricole en particulier) et les services rendus par les écosystèmes, ainsi que sur les flux entre les échelles spatiales et entre les compartiments. Au lieu de se contenter de gérer les éléments isolément, on évalue le fonctionnement, la productivité et la gestion d'un système et d'un cadre sectoriels interdépendants complexes afin de recenser les meilleures solutions qui concilient les besoins des divers secteurs.

43. L'approche des interactions va donc au-delà de la gestion d'un système ou d'un cadre et passe en revue des liens qui ne sont pas apparents – par exemple, l'incidence d'une politique énergétique sur l'état ou l'utilisation des ressources en eau, qui ne serait pas visée uniquement par la gestion durable de l'eau.

44. Un exemple en est les interactions qui existent entre l'eau, l'alimentation, l'énergie et les écosystèmes (voir la figure 5). Ces interactions peuvent être particulièrement épineuses ou sources de conflits, dans les bassins transfrontières et méritent donc d'être évaluées au niveau des dépendances des pays riverains, mais aussi de faits tels que les politiques nationales et les engagements régionaux, l'objectif étant de comprendre les problèmes les plus urgents à résoudre pour les bassins dans les différents secteurs, ainsi que pour les écosystèmes. Une première étape efficace pourrait consister à établir une base de données commune et à créer un système de surveillance intergouvernemental des écosystèmes transfrontaliers (par exemple, au titre de la Convention-cadre pour la protection de l'environnement de la mer Caspienne)<sup>13</sup>.

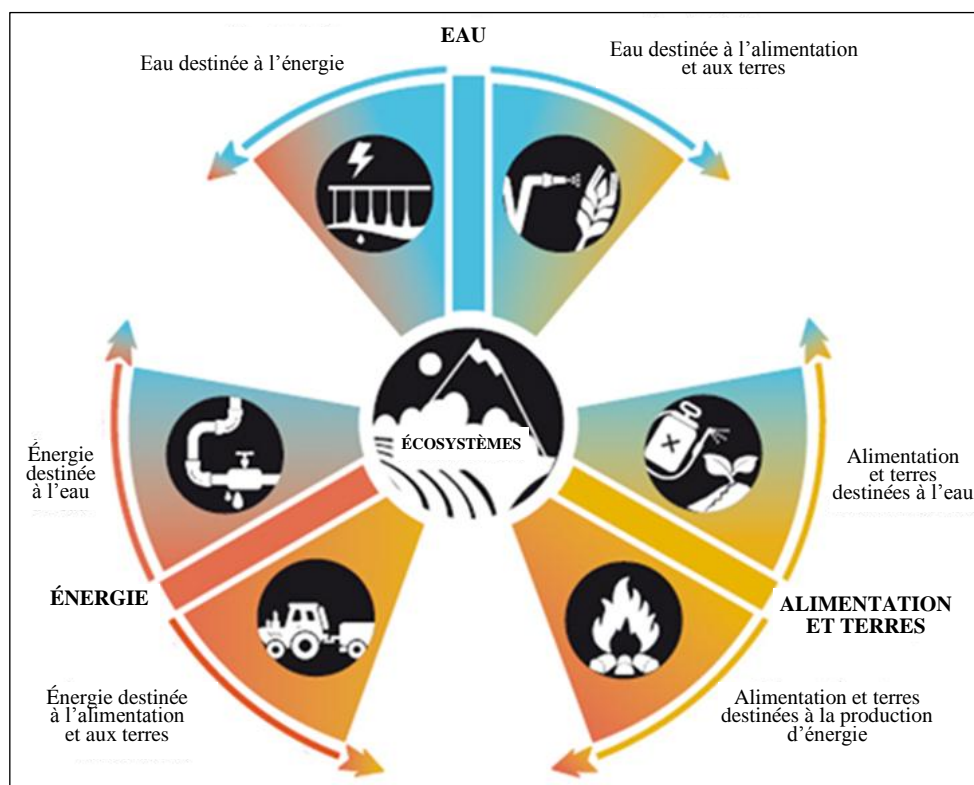
45. Ces problèmes urgents peuvent ensuite être hiérarchisés, avec la participation des administrations et des organisations concernées, et il est possible de proposer un ensemble de mesures pour informer les différents acteurs. Une méthode progressive visant à assurer une évaluation participative des interactions entre l'eau, l'alimentation, l'énergie et les écosystèmes dans les bassins transfrontières a été élaborée dans le cadre de la Convention de la CEE sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux<sup>14</sup>.

---

<sup>13</sup> Voir chap. II, « Water and Water-related Eco-Systems », de la Déclaration d'Astana de l'ECO Forum européen.

<sup>14</sup> Voir la méthode d'évaluation de l'interaction entre l'eau, l'alimentation, l'énergie et les écosystèmes dans les bassins transfrontières (ECE/MP.WAT/WG.1/2015/8), accessible à l'adresse [www.unece.org/index.php?id=38163](http://www.unece.org/index.php?id=38163).

Figure 5  
Éléments des interactions



Source : CEE.

46. L'analyse des interactions peut être une entreprise difficile du fait qu'il existe fréquemment des lacunes dans les données et les informations ou que l'accès à ces données et à cette analyse est limité. Pour que l'analyse, mais aussi la gestion, soient efficaces, il est utile d'instaurer un dialogue et une communication de qualité au niveau intersectoriel, mais aussi de bien comprendre les besoins et risques liés à d'autres secteurs. Les cadres de coopération, tels que les accords multisectoriels, facilitent l'application d'une approche intersectorielle (ou liée aux interactions). Ces applications peuvent aussi être renforcées par des règlements qui imposent l'évaluation de l'incidence des plans et politiques, par exemple une évaluation stratégique environnementale.

### Urbanisme

47. Les pressions exercées sur les ressources pourraient être limitées si les infrastructures urbaines, dont dépendent les systèmes de production et de consommation, étaient configurées comme il se doit de manière à permettre de déployer, d'utiliser et de réutiliser efficacement les ressources. De nos jours cependant, les infrastructures urbaines de nombreuses villes ne sont pas appropriées (villes en développement) ou configurées de façon inadéquate (villes développées) dans l'optique d'une utilisation durable des ressources. Souvent les causes ont été un développement urbain rapide dans nombre de pays ainsi qu'un étalement urbain anarchique, accompagné d'une expansion non planifiée des villes et de leurs infrastructures.

48. De nos jours, une croissance urbaine compacte et structurée fondée sur une planification intégrée et stratégique devrait être au centre du développement urbain. Cette planification devrait promouvoir entre autres un développement compact, une utilisation mixte des terres et une augmentation des espaces verts ou publics.

49. Un bon système de réglementation et de gouvernance adapté au contexte local est essentiel pour un urbanisme efficace et facilite une bonne utilisation des ressources. Il faudrait renforcer la coopération et le partenariat entre les municipalités et l'administration centrale en matière d'urbanisme et de gestion. De même, les urbanistes et les décideurs locaux doivent être dotés des connaissances adéquates pour assurer un urbanisme efficace.

### **Économie circulaire**

50. Au centre de l'approche de l'économie circulaire, qui vise toutes les étapes du flux de matériaux, se trouve l'amélioration de la conception des produits, qui doit être telle que les matériaux utilisés pour des produits puissent être réutilisés tout en nécessitant une énergie minimale. Cette méthode permet aussi de réduire les déchets car elle encourage la réutilisation, la réparation, la remise à neuf et le recyclage des matériaux et produits existants. En raison de la rareté croissante des ressources et de la hausse du coût de production des matières premières, les déchets deviennent une nouvelle source de ressources, ce qui favorise l'utilisation des matières de récupération comme substituts aux matières premières.

51. Dans le secteur automobile, les véhicules sont conçus de telle façon qu'actuellement 75 % des matériaux utilisés dans leur production peuvent être recyclés. Les véhicules en fin de vie sont désossés, et les métaux et polymères récupérés. Ainsi, on peut récupérer les métaux pour de nouveaux produits et on économise de l'énergie. Selon le Steel Recycling Institute, en recyclant l'acier, l'industrie automobile des États-Unis économise chaque année suffisamment d'énergie pour alimenter environ 18 millions de foyers pendant une année. Selon WRAP, un organisme caritatif britannique, le développement de l'économie circulaire pourrait générer entre 1,2 et 3 millions d'emplois en Europe d'ici à 2030, et réduire le chômage d'environ 250 000 à 520 000 personnes.

52. Le potentiel offert par l'approche de l'économie circulaire n'est cependant pas exploité. Dans nombre de pays, la récupération des minéraux des produits est assez faible. La récupération des métaux rares, malgré leur valeur économique et environnementale élevée, est insignifiante.

53. L'approche de l'économie circulaire doit être mieux appuyée par des instruments juridiques et moyens d'action pour encourager les investissements dans la conception modulaire des produits, ainsi que la récupération et le retraitement des matériaux. Parmi ces instruments figurent la définition d'objectifs appropriés pour la réduction des flux de déchets et du volume de déchets à mettre en décharge, des lois adéquates réglementant les activités de recyclage, des systèmes de consigne remboursable, des lois définissant une responsabilité étendue des producteurs en ce qui concerne les déchets provenant de leurs produits, et des instruments de fixation des prix, le but étant de minimiser l'élimination des déchets et de renforcer la compétitivité des produits de conception écologique.

### **Éducation au développement durable**

54. Les actions visant à assurer la durabilité doivent aussi viser la consommation. Il est donc primordial d'éduquer chaque individu à acquérir non seulement les connaissances et compétences liées au développement durable, mais aussi le comportement et les valeurs nécessaires pour façonner un avenir durable.

55. L'éducation au développement durable a pour but d'intégrer les questions de développement durable, y compris des habitudes de consommation durables, dans l'enseignement et l'apprentissage. Elle encourage aussi des compétences ci-après : avoir une pensée critique ; imaginer les scénarios futurs ; et prendre les décisions adéquates de manière collaborative.

56. L'éducation au développement durable a été incorporée dans le programme d'enseignement de nombreux pays, mais son succès dépend de la capacité des enseignants à intégrer le concept dans les matières qu'ils enseignent. À cet effet, il faut qu'ils soient formés et disposent d'un matériel pédagogique, souvent insuffisant ou inexistant.

#### **Programmes de dépenses publiques en faveur de la science et de la recherche**

57. On pourrait réduire les pressions exercées sur les ressources en trouvant des succédanés ou des technologies qui fourniraient des biens et services reposant sur des ressources abondantes tout en évitant de créer de la pollution ou des déchets.

58. La recherche d'une solution aux problèmes de ressources existants ferait un bond extraordinaire en avant si l'on menait des mégaprojets de recherche tels que le projet de réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER), qui tente de prouver la viabilité de la fusion en tant que source d'énergie. Ces projets dépendent d'un financement public étant donné qu'ils sont coûteux et longs sans qu'il y ait des garanties de réussite. Souvent, comme dans le cas du projet ITER, les coûts sont si élevés qu'il est nécessaire que plusieurs pays unissent leurs forces.

59. Malgré une grande incertitude et des risques potentiels, ces types de grands projets révolutionnaires devraient être financés par des fonds publics destinés à la science et à la recherche, et les pays devraient, particulièrement dans ce cas, s'unir pour en assumer les coûts.

#### **Accès à de bonnes pratiques et à des connaissances vertes et existence de cadres de suivi**

60. La possibilité pour les décideurs et les professionnels d'accéder à des connaissances pointues et à des bonnes pratiques, ainsi qu'une compréhension des progrès accomplis, sont essentielles pour poursuivre la transition vers une économie verte.

61. Depuis 2012, la Plateforme de connaissances pour une croissance verte<sup>15</sup> diffuse et partage des connaissances et des bonnes pratiques. Les activités de recherche et les réponses données en 2015 portaient principalement sur les sujets suivants : instruments budgétaires ; paramètres de mesure et indicateurs ; technologies et innovation ; commerce et compétitivité.

62. Le suivi des progrès dans la transition pourrait se faire selon un ensemble d'indicateurs et d'objectifs représentant les résultats attendus, et pourrait donc être lié aux indicateurs et cibles des objectifs de développement durable. Le système de partage d'informations sur l'environnement, qui donne accès à une base de connaissances commune contenant des données et informations pour l'ensemble de la région, pourrait être utilisé à cette fin. Les pays devront donc développer leur système national de partage d'informations sur l'environnement, ainsi qu'il a été convenu pour la région paneuropéenne.

<sup>15</sup> Voir le site [www.greengrowthknowledge.org](http://www.greengrowthknowledge.org).

### III. Incitations en faveur d'une économie verte

**Questions à examiner :** *Quelles incitations concernant les marchés publics durables, la fiscalité écologique et la suppression des subventions dommageables pour l'environnement, y compris celles visant les combustibles fossiles, ont été instaurées et que peut-on faire d'autre ? Que faites-vous pour encourager les investissements verts, y compris l'investissement privé et l'investissement étranger direct ainsi que le transfert de technologie dans divers secteurs ?*

63. Dans la région, une attention croissante est portée aux approches et instruments qui incitent les secteurs public et privé à innover et à investir dans l'écologisation des processus de production et à offrir des produits et des services verts, parmi lesquels des marchés publics durables, des instruments axés sur le marché et des mesures réglementaires, mais aussi des outils fondés sur l'information, tels que normes et systèmes d'étiquetage facultatifs. L'étiquetage facultatif des produits à l'aide de technologies respectueuses de l'environnement dans l'extraction des combustibles fossiles pourrait être un moyen efficace de prévenir la propagation des nouvelles technologies dangereuses. Les mesures générales et budgétaires visant à aider les entreprises innovantes (jeunes entreprises) sont aussi de puissants moteurs des investissements privés dans les technologies vertes et peuvent faciliter le flux de connaissances et le transfert de technologie entre le milieu des universités et de la recherche et le secteur des entreprises, ainsi qu'entre les pays.

#### Marchés publics durables

64. Lorsque les autorités publiques effectuent des achats respectueux de l'environnement et responsables du point de vue social – marchés publics durables – elles offrent un moyen puissant d'inciter les entreprises privées à organiser et à axer le processus de production d'une façon qui contribue à la réalisation d'objectifs environnementaux et sociaux. Cela tient au fait que les autorités publiques sont des consommateurs importants dans un certain nombre de secteurs (transports publics, construction, éducation et santé). Les autorités publiques des États membres de l'Union européenne dépensent par exemple environ 2 000 milliards d'euros chaque année, soit 19 % du PIB de l'Union. En Europe orientale, ces dépenses peuvent atteindre 27 % du PIB.

65. Dans l'Union européenne, il existe un cadre directif et juridique incitatif doté de critères détaillés en matière de marchés publics durables pour 21 catégories de produits et de services prioritaires (par exemple papier, produits et services de nettoyage, textiles, construction, alimentation et restauration et électricité). Des plans d'action nationaux visant des marchés publics respectueux de l'environnement ont été adoptés par la majorité des pays de l'Union européenne. En 2011, une activité de suivi a montré que 26 % d'un échantillon de 1 783 contrats signés satisfaisaient à tous les critères en matière de marchés publics, et 55 % à au moins un de ces critères. En Belgique, le Gouvernement flamand s'est même fixé l'objectif, dans le cadre d'une série de plans d'action, que 100 % de ses achats publics devront satisfaire aux critères en matière de marchés publics durables d'ici à 2020. Des progrès considérables ont aussi été constatés au Bélarus, en République de Moldova et en Ukraine, où des plans d'action ont été élaborés et des produits prioritaires recensés.

## Encadré 2

**Bienfaits des marchés publics durables**

On trouvera ci-après quelques exemples des bienfaits concrets que pourraient apporter les autorités publiques dans le cadre de marchés publics durables :

- 3 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> seraient économisés aux Pays-Bas si toutes les autorités publiques néerlandaises appliquaient les critères nationaux fixés en matière de marchés publics durables. La consommation d'énergie du secteur public diminuerait de 10 % ;
- Si tous les achats de technologies de l'information effectués en Europe suivaient l'exemple du Conseil municipal de Copenhague et de l'Agence de développement administratif suédois, la consommation d'énergie serait réduite d'environ 30 térawattsheures – approximativement l'équivalent de la quantité d'énergie produite par quatre réacteurs nucléaires ;
- 40,7 millions de livres sterling (47,2 millions d'euros) seraient économisés au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord si les normes d'achat public proposées, y compris les normes respectueuses de l'environnement, étaient appliquées par tous les services et organismes administratifs centraux.

66. Cela étant, pour exploiter toutes les potentialités offertes par ce moyen d'action, il faut qu'un certain nombre de conditions soient remplies, notamment : existence d'une volonté politique suffisante ; changement de comportement dans les services d'achat (les produits écologiques sont souvent perçus comme étant plus onéreux) ; disponibilité d'un savoir-faire juridique ; existence d'outils et de critères concrets concernant les produits et services ; possibilité d'accéder à des renseignements sur les produits et services ; et coopération entre les autorités compétentes.

**Instruments axés sur le marché**

67. On peut aussi inciter les entreprises privées à se pencher davantage sur des produits et services écologiquement plus sains et à promouvoir des investissements dans les technologies vertes en attribuant un prix à la pollution ou à la surexploitation des ressources naturelles rares : pour ce faire, il faut recourir à des mécanismes tels que les taxes environnementales, redevances sur la pollution et versement d'indemnités en cas de dommages causés à l'environnement. Les mécanismes d'attribution de prix ont généralement une incidence sur le coût engagé pour atteindre un objectif donné et incitent les entreprises à accroître les gains d'efficacité dans les processus de production, à innover en matière de produits et à procéder à des transferts de technologie. Ils peuvent aussi engendrer des recettes qui contribueront à financer l'éducation, les soins de santé, le développement des infrastructures et la réduction de la pauvreté.

68. Dans la région, la plupart des mesures récentes visent l'imposition de taxes environnementales en cas de pollution (Géorgie, Grèce, Roumanie) et il existe des exemples de taxes sur les ressources naturelles (Lituanie). Certains pays (Norvège, Pays-Bas et Suède) ont non seulement institué des taxes et des redevances, mais les indexent aussi chaque année, pour qu'elles restent constantes en valeur réelle et conservent le même effet. Il existe aussi des exemples de redevances telles que celle sur les changements climatiques causés par l'utilisation de l'énergie instaurée par le Royaume-Uni, où les entreprises de certains secteurs et/ou celles qui recourent à certains types d'énergie bénéficient d'une réduction. Pour autant, les recherches semblent montrer que

les entreprises taxées à taux plein étaient plus innovantes que celles qui bénéficiaient d'une réduction, comme en témoigne le nombre plus élevé de brevets enregistrés<sup>16</sup>.

69. Le système européen ou suisse d'échange de droits d'émission, qui s'appuie sur le principe du « plafonnement et de l'échange », est un autre exemple de système visant à réduire les émissions. L'idée d'un échange a été introduite pour faire en sorte qu'il soit possible de réduire les émissions là où c'est le moins coûteux de le faire. Le Kazakhstan a également instauré un tel système.

70. Il peut aussi être utile de recourir à des subventions limitées dans le temps pour modifier les signaux donnés par les prix. Il peut s'agir d'un moyen d'action efficace lorsque les instruments de fixation de prix sont trop difficiles ou coûteux à mettre en application. En général, les subventions réduisent le coût initial des investissements en offrant aux entreprises des dons, des crédits d'impôt ou des prêts à faible intérêt. Comme exemples, on pourrait citer les subventions destinées à promouvoir des technologies non polluantes (Italie), une agriculture plus écologique ou des tarifs de distribution concernant l'énergie renouvelable (Suisse), parfois sous la forme de réductions d'impôt (Grèce, pour l'efficacité énergétique). Cela étant, les subventions entraînent souvent des coûts plus élevés et des complications en matière de ciblage et lorsqu'il s'agit de trouver ou de réorienter des fonds publics, déjà limités. Elles exigent des pouvoirs publics des capacités administratives et des volumes d'informations considérables. Elles peuvent aussi avoir des conséquences de large portée et non voulues, mais qui ne sont pas toujours faciles à déceler ou à voir pour le public.

71. En même temps, il faudrait supprimer les subventions existantes qui sont contraires aux objectifs des politiques de croissance verte. Il est avéré que ces subventions peuvent grever lourdement les budgets de l'État ou des autorités locales tout en étant difficiles à éliminer progressivement. Ainsi, celles qui visent les combustibles fossiles favorisent la pollution et limitent la capacité des pouvoirs publics à entreprendre des programmes visant à stimuler durablement la croissance, par exemple, en améliorant la santé et l'éducation. Il peut être essentiel de réformer et à terme de supprimer les subventions dommageables pour l'environnement afin de passer à une économie plus respectueuse de l'environnement. La réforme des subventions engendrerait des économies qui pourraient permettre de promouvoir l'économie verte, en fonction du contexte local.

72. Bien que leur application se généralise, y compris dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (encadré 3), les instruments axés sur le marché servent souvent à résoudre certains problèmes dans un secteur précis, au lieu d'être utilisés dans l'ensemble de l'économie.

73. De plus, la question de la compétitivité est essentielle à l'application de tels instruments. Sans une approche coordonnée au niveau régional (et mondial), l'incidence sur les entreprises privées peut être différente de ce qui est attendu. Par exemple, les entreprises peuvent décider, dans le cadre de leur stratégie de réduction des coûts, de se relocaliser dans des pays qui n'appliquent pas de fiscalité écologique.

74. En outre, certains des instruments axés sur le marché ne produisent pas encore les avantages escomptés. Par exemple, le système européen d'échange de droits d'émission se heurte à des difficultés sous la forme d'un excédent grandissant des permis d'émission, en grande partie en raison de la crise économique qui a fait baisser les émissions. En conséquence, les prix du carbone ne sont pas assez élevés pour envoyer un signal de changement. Par contre, en raison des prix actuellement peu élevés du carbone,

---

<sup>16</sup> Organisation de coopération et de développement économiques, *Taxation, Innovation and the Environment* (Paris, 2010), encadré 4.1. Accessible à l'adresse <http://dx.doi.org/10.1787/9789264087637-en>.



les investisseurs s'éloignent des solutions écologiques pour privilégier des combustibles fossiles.

### Encadré 3

#### **Réforme des instruments économiques liés à l'environnement dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale**

Depuis dix ans, les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale s'efforcent d'améliorer la conception et la mise en œuvre d'instruments économiques pour promouvoir des politiques environnementales, notamment l'application de taxes et de redevances sur la pollution et les produits, des sanctions pour non-respect des règlements et le versement d'indemnités pour dommages causés à l'environnement. L'efficacité administrative des instruments (notamment les taux de recouvrement) a notablement progressé. Les taux appliqués ont augmenté, le nombre de polluants imposés dans certains pays est tombé de plusieurs centaines à des niveaux plus raisonnables (moins de 20), et l'application de taxes sur les produits et d'amendes administratives à des personnes morales s'est intensifiée. Malgré ces progrès, la conception individuelle et collective des instruments susmentionnés est encore loin d'être optimale.

#### **Mesures réglementaires**

75. Il s'est avéré efficace de bien concevoir les règlements ou d'encourager leur respect pour inciter le secteur privé à se tourner vers des produits et des processus de production plus respectueux de l'environnement. Comme instruments et procédures<sup>17</sup>, on pourrait citer l'évaluation stratégique environnementale (ESE) des politiques et programmes sectoriels, l'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) de diverses activités de développement, l'application de valeurs limites d'émission, les prescriptions relatives aux meilleures techniques disponibles (MTD), les plans d'occupation des sols et les registres des rejets et transferts de polluants (RRTP).

76. L'ESE et l'EIE définissent des objectifs et des procédures progressives qui appliquent le principe de précaution aux effets sur l'environnement et la santé. Elles définissent des procédures de consultation et de communication entre les ministères en charge des différents secteurs, ainsi qu'entre les autorités infranationales et locales, les entreprises et la société civile.

77. L'EIE donne des informations, entre autres, sur les options possibles – y compris l'option zéro (ou « pas d'action ») – concernant une activité proposée, ses effets probables et les mesures éventuelles d'atténuation à prendre pour réduire au minimum les conséquences défavorables sur l'environnement. Elle aide aussi à recenser les lacunes dans les connaissances, ainsi que les incertitudes. Il est recommandé de faire en sorte que cette procédure soit suivie d'une analyse a posteriori dont le but est de contrôler si les promoteurs de projets respectent les conditions environnementales ou les mesures d'atténuation, permet d'examiner l'efficacité des mesures prises et vérifie les prévisions passées par rapport aux activités futures. L'EIE a été intégrée dans le concept de développement de nombreux pays au cours des deux dernières décennies. À ce jour, la plupart des pays de la région procèdent aussi régulièrement à des EIE dans un contexte transfrontière, c'est-à-dire, lorsqu'une activité de développement est susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement au-delà des frontières nationales.

<sup>17</sup> Ces instruments ou procédures sont réglementés notamment par les traités de la CEE. Pour de plus amples détails, voir le site [www.unece.org/env/treaties/welcome](http://www.unece.org/env/treaties/welcome).

78. L'ESE détermine les principaux facteurs qui influent sur les tendances importantes pour une économie verte, évalue de nombreux effets probables et compare les avantages et les inconvénients. Elle aide à trouver des solutions ou options pour atteindre les objectifs planifiés. Ses avantages sont notamment l'amélioration du rapport coût-efficacité grâce à une prise de décisions meilleure et plus avisée, d'où une plus large acceptation du plan ou du programme gouvernemental de la part du public.

79. Les valeurs limites d'émission représentent la concentration maximale admissible d'émissions d'une substance polluante déterminée à laquelle les acteurs industriels doivent se conformer pour ne pas être exposés à des amendes ou à une fermeture. Ces valeurs se sont avérées être un outil efficace pour stimuler les investissements dans des technologies moins polluantes. La Belgique, par exemple, a fixé des valeurs limites d'émission obligatoires pour les sources fixes de composés organiques volatils et a mis en place des méthodes avancées pour détecter les émissions sur les sites industriels. La Suisse a fixé des valeurs limites d'émission de particules qui obligent à utiliser du matériel de construction équipé de filtres à particules diesel très efficaces. Ces valeurs sont fondées sur les meilleures techniques disponibles sans imposer l'application d'une technique ou technologie en particulier.

80. Les documents de référence de l'Union européenne relatifs aux meilleures techniques disponibles<sup>18</sup> (par exemple, au titre de la directive relative aux émissions industrielles)<sup>19</sup> donnent des renseignements sur les divers secteurs industriels et agricoles concernant des techniques et processus sectoriels, les niveaux actuels d'émission et de consommation, les techniques à prendre en compte dans la détermination des meilleures techniques disponibles et les nouvelles techniques. Ils servent donc de guides pour les entreprises, les pouvoirs publics et le public s'agissant des niveaux d'émission et de consommation pouvant être atteints.

81. L'instauration de valeurs limites d'émission draconiennes telles que, par exemple, celles concernant le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote (États-Unis d'Amérique, Japon et Union européenne) a notablement multiplié le nombre de brevets délivrés concernant les techniques d'atténuation connexes. Chose intéressante, il y a des transferts de technologie entre les pays, mais indirectement : des brevets précédemment accordés dans d'autres pays sont cités dans les nouvelles demandes. La mise en œuvre de normes d'émissions draconiennes pour les automobiles (États-Unis) a poussé les entreprises nationales à intensifier leurs activités de dépôt de brevets par rapport aux concurrents étrangers.

82. Les registres des rejets et transferts de polluants sont des registres gratuits accessibles au public en ligne qui fournissent des données périodiques et fiables sur les émissions et transferts de polluants, y compris les gaz à effet de serre, les métaux lourds et les composés chimiques toxiques. Bien qu'ils régissent davantage les informations sur la pollution que la pollution elle-même, les registres des rejets et transferts de polluants devraient exercer une forte pression à la baisse sur les niveaux de pollution, étant donné qu'aucune entreprise ne voudrait figurer parmi les plus gros pollueurs. Ces dernières années, ces registres ont utilement servi à mesurer les progrès accomplis dans la réduction de la pollution dans de nombreux pays.

83. En outre, la mise en place d'un solide cadre réglementaire en matière de sécurité industrielle a pour effet que les entreprises exploitant des sites industriels dangereux investissent dans la sécurité. Les règlements doivent énoncer des prescriptions relatives aux plans d'occupation des sols pour le choix du site des installations dangereuses et doivent

<sup>18</sup> Pour de plus amples détails, voir le site [eippcb.jrc.ec.europa.eu/reference](http://eippcb.jrc.ec.europa.eu/reference).

<sup>19</sup> Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution).

permettre d'introduire un solide système de fonctionnement qui limitera les conséquences défavorables pour la santé et l'environnement en cas d'accident. Ils devraient aussi, dans toute la mesure possible, assurer une rapide normalisation des opérations après l'accident.

84. Les mesures réglementaires susmentionnées ne peuvent donner les résultats escomptés que si des mécanismes d'application sont établis pour en assurer la pleine mise en œuvre.

#### **Mesures fondées sur l'information**

85. De nombreux gouvernements exigent la mesure et l'étiquetage normalisés des biens de consommation et prescrivent un niveau d'efficacité minimal. On peut citer comme exemples le rendement énergétique des appareils ou l'utilisation efficace de l'eau et le rendement des carburants destinés aux véhicules.

86. En outre, les normes facultatives et les systèmes connexes de certification et d'étiquetage sont de puissants instruments qui favorisent le passage à une économie verte car ils aident les consommateurs à prendre les préoccupations environnementales en compte lorsqu'ils achètent des aliments ou d'autres produits de consommation. Ils définissent la durabilité des produits et des processus de production, communiquent l'information et guident les personnes, les entreprises et les autorités publiques dans leurs décisions d'achat. Le nombre de systèmes « verts » disponibles a connu une croissance exponentielle ces dernières années et on y compte plus de 400 écolabels, pour ne parler que d'eux. En raison de ce phénomène, la Suisse, par exemple, a créé un site Web ([www.labelinfo.ch](http://www.labelinfo.ch)) où les consommateurs peuvent obtenir des informations sur les différents labels disponibles dans le pays.

87. Les systèmes peuvent cependant affecter la compétitivité et constituer des obstacles au commerce, en particulier pour les petits et moyens producteurs qui peuvent manquer des ressources nécessaires pour prouver leur conformité. Partant, pour favoriser une amélioration permanente au lieu de cibler uniquement une technologie particulière, ces systèmes devraient laisser l'innovation aux entreprises et non aux organismes de normalisation (par exemple, pour les normes en matière de performances) et être utilisés de manière coordonnée avec d'autres instruments, dans le cadre d'ensembles de mesures globaux, tandis que le processus réglementaire devrait laisser aussi peu de place que possible à l'incertitude.

88. Il est possible, en réduisant l'empreinte écologique sur le cycle de vie du processus de production, d'améliorer la productivité et la compétitivité. L'initiative Enviroclub (Canada) est un exemple réussi de programme de formation et de coaching élaboré pour aider les petits et moyens producteurs à renforcer leur compétitivité en améliorant la performance environnementale. En Europe, plusieurs pays ont lancé une initiative pour aider les entreprises à adopter des systèmes de gestion de l'environnement, comme la série des normes ISO 14000 de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et le Système communautaire de management environnemental et d'audit (Slovaquie).

#### **Mesures d'appui aux entreprises innovantes qui encouragent les technologies non polluantes**

89. De nos jours, les jeunes entreprises révolutionnent le monde en introduisant des innovations technologiques capitales dans les technologies non polluantes, les économies d'énergie, le recyclage, ainsi que la gestion des déchets et de l'eau. En outre, d'autres raisons expliquent pourquoi les jeunes entreprises comptent pour les pouvoirs publics : elles peuvent améliorer le flux de connaissances entre les universités et centres de recherche et le milieu des entreprises (transfert de technologie) ; elles sont essentielles à la création d'emplois, puisque l'on estime qu'elles sont à l'origine de 50 % environ des nouveaux

emplois dans les pays de l'OCDE ; une communauté de jeunes entreprises saines et un environnement favorable peuvent donner aux pays une nouvelle image sur le plan international et les rendre plus attrayants pour les flux mondiaux de capitaux financiers et de capital humain. Dans la région de la CEE, les pays comme l'Italie, l'Estonie et les Pays-Bas ont entrepris avec succès des réformes nationales pour encourager les jeunes entreprises, et l'Union européenne a lancé l'initiative « Start-up Europe » dans le cadre de son Agenda numérique et de son Plan d'action Entrepreneuriat 2020.

90. Pour prospérer et réussir, les jeunes entreprises ont besoin d'un environnement propice, qui apporte aide, financement et conseils aux entrepreneurs. Cela suppose la mise en place d'incitations fiscales, l'octroi de systèmes de financement et de rémunération novateurs, ainsi qu'un échange de bonnes pratiques et une coopération entre les pays.

#### Encadré 4

##### **Conditions favorables à de jeunes entreprises innovantes : cas de l'Italie**

En 2012, l'Italie a entrepris une réforme complète pour aider les jeunes entreprises, le point culminant étant l'adoption de la loi sur les jeunes entreprises, qui est constituée d'un ensemble d'outils concernant toutes les étapes du cycle de vie d'une entreprise et qui crée des conditions favorables à un rapide établissement et à une prompt expansion des jeunes entreprises.

La loi offre de solides incitations financières aux jeunes entreprises, notamment : jusqu'à 27 % de réduction sur les impôts, sur les investissements de lancement et les investissements initiaux, soit un montant allant jusqu'à 1,8 million d'euros ; accès simplifié et gratuit aux garanties pour 80 % des prêts bancaires s'élevant jusqu'à 2,5 millions d'euros ; exemption de redevances ; outils de rémunération révolutionnaires qui permettent de payer les travailleurs et les consultants par le biais de systèmes d'options d'achat d'actions et de travail en échange de prises de participation, lesquels sont déductibles d'impôt à des fins fiscales et au niveau des cotisations ; et possibilité de recourir à des instruments de financement novateurs qui permettent de lever des capitaux en échange d'actions par le biais de portails de financement participatif.

En conséquence, il y a aujourd'hui plus de 3 700 jeunes entreprises technologiques fortement innovantes comptant environ 19 000 partenaires et employés, et quelque 150 millions d'euros ont été prêtés à plus de 320 jeunes entreprises pendant la période 2014-2015.

## IV. Coopération

**Questions à examiner :** *Quelles mesures doivent être prises pour promouvoir davantage la coopération entre les pays de la région paneuropéenne afin de faciliter le passage à une économie verte, notamment dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015 ?*

91. La coopération entre les pays est capitale pour promouvoir le passage à une économie verte. Certains instruments, en particulier ceux qui sont axés sur le marché, donnent de meilleurs résultats si les pays les mettent en œuvre d'une manière coordonnée. La coopération permet aussi de s'appuyer sur les connaissances, l'expérience et les pratiques des uns et des autres pour élaborer et appliquer des plans d'action ou des feuilles de routes aux fins de la transition. La mise en commun des pratiques et expériences est particulièrement utile pour faire participer plus efficacement le secteur privé et la société

civile. Les organisations internationales jouent un rôle essentiel pour ce qui est de faciliter la coopération entre les pays.

92. Les instruments axés sur le marché encouragent le secteur privé, grâce aux signaux donnés par les prix, à opter pour des processus de production plus sains du point de vue social et environnemental et ainsi à investir dans le transfert de technologie ou la recherche-développement. Si toutefois une entreprise a des concurrents directs qui opèrent à partir de pays non dotés ou insuffisamment dotés de signaux donnés par les prix dans le domaine social et environnemental, elle peut décider de relocaliser ses activités de production pour maintenir ses frais d'exploitation à un faible niveau et ainsi rester compétitive sur le plan régional ou mondial. La coordination entre les pays et la mise en œuvre de types similaires de signaux donnés par les prix peuvent donc être importantes pour empêcher une relocalisation des activités industrielles.

93. On constate qu'en coopérant et en tirant des enseignements les uns des autres, les pays ont été en mesure de progresser plus rapidement, ce qui s'applique aussi au passage à une économie verte. La collaboration entre les pays, souvent facilitée par les organisations internationales, a permis aux pays d'identifier et de combler les lacunes dans les connaissances en mettant en place des instruments ou démarches visant à appuyer la transition. En est un bon exemple la coopération entre les pays facilitée par la Plateforme de connaissances pour une croissance verte.

94. De plus, en partageant les exemples de réussite dans la mise en place d'instruments particuliers, les pays peuvent s'aider mutuellement à gérer plus efficacement la transition. Ce sont surtout les pays dotés de capacités administratives limitées qui peuvent tirer parti d'un tel partage.

95. Les centres d'échange d'informations ont parfois été utiles pour faciliter le partage de bonnes pratiques et d'exemples de réussite. Par exemple, le mécanisme d'échange d'informations d'Aarhus<sup>20</sup> offre des renseignements sur les lois et les pratiques pertinentes pour assurer une participation significative de la société civile à la prise de décisions environnementales. Le mécanisme mondial d'échange d'informations sur les modes de consommation et de production qui s'inscrit dans le cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production du PNUE comportera aussi une multiplicité de bonnes pratiques innovantes<sup>21</sup>.

96. On pourrait se servir d'une panoplie de mesures en faveur d'une économie verte élaborées par la CEE et le PNUE en collaboration avec l'AEE, l'OCDE, et d'autres partenaires dans le cadre stratégique d'écologisation de l'économie dans la région paneuropéenne (ECE/CEP/S/2016/L.4) comme d'un mécanisme d'échange d'informations sur une économie verte intégré dans la Plateforme de connaissances pour une croissance verte. Une coopération avec l'initiative « Partnership for Action on a Green Economy (PAGE) » – sous l'égide du PNUE et regroupant l'OIT, le PNUD, le PNUE, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) – renforcerait encore plus les mesures considérées<sup>22</sup>.

<sup>20</sup> Mécanisme d'échange d'informations de la Convention de la CEE sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus), accessible à l'adresse <http://aarhusclearinghouse.unece.org/>.

<sup>21</sup> Le mécanisme d'échange d'informations sur les modes de consommation et de production est en cours d'élaboration. Pour de plus amples détails, voir le site [www.unep.org/resourceefficiency/Policy/SCPPoliciesandthe10YFP/The10YearFrameworkProgrammesonSCP/GlobalSCPClearinghouse/tabid/102573/Default.aspx](http://www.unep.org/resourceefficiency/Policy/SCPPoliciesandthe10YFP/The10YearFrameworkProgrammesonSCP/GlobalSCPClearinghouse/tabid/102573/Default.aspx).

<sup>22</sup> Voir le site [www.un-page.org/](http://www.un-page.org/).

97. Le cadre stratégique établit un lien entre les actions possibles et les priorités de l'économie verte et les domaines d'intervention, qui sont ensuite associées aux objectifs de développement durable pertinents. Le recours à la panoplie de mesures liées au cadre stratégique peut donc aider les pays à gérer la transition voulue et à progresser vers la réalisation de nombreux objectifs de développement durable.

98. La coopération entre les pays conduit aussi à l'élaboration de politiques d'accès libre aux données et informations. Il serait impossible de mettre en place un système de partage d'informations sur l'environnement – qui établit un lien entre les données et informations à accès libre produites et partagées par les pays – si les pays ne coopéraient pas entre eux en vue d'avantages mutuels. Dans le cadre de l'économie verte, un tel accès contribue à améliorer l'efficacité d'une gouvernance écologique.

99. Les organisations internationales aident les pays dans leurs initiales communes visant à opérer le passage à une économie verte grâce à une large gamme d'activités de coopération régionales, qui comprennent notamment l'organisation de réunions et d'ateliers pour renforcer le leadership en matière d'économie verte, ainsi que pour favoriser l'apprentissage collaboratif ou développer et partager des connaissances sur l'économie verte ou encore établir un système de partage d'informations sur l'environnement.

100. Les organisations internationales facilitent aussi les projets pilotes en matière d'économie verte aux fins de l'application d'instruments adéquats ou de l'élaboration et de l'application d'une gamme diverse de stratégies, de feuilles de route et de plans d'action nationaux. Elles appuient les initiatives conjointes visant à mettre en place des méthodes de mesure, notamment des indicateurs destinés à mesurer le processus de transition. Par exemple, dans le cadre d'un programme axé sur l'orientation écologique de l'économie dans les pays du Partenariat oriental, la CEE, l'OCDE, l'ONUDI, le PNUE et l'Union européenne aident six pays d'Europe orientale à adopter une économie verte en appuyant l'élaboration de plans stratégiques et de politiques, ainsi que la mise en œuvre d'activités de démonstration visant production économe en ressources et moins polluante, agriculture biologique et marchés publics durables. On pourrait citer d'autres exemples, à savoir : appui accordé par l'OCDE et le PNUD à la mise en œuvre d'un projet pilote concernant l'intégration d'indicateurs d'une croissance verte au Kirghizistan ; collaboration de l'OIT, de l'ONUDI, du PNUD, du PNUE et de l'UNITAR avec des pays dans le cadre du projet PAGE ; Plan d'action de Rovaniemi relatif au secteur forestier dans le contexte d'une économie verte élaboré par la CEE ; ou les travaux des centres régionaux pour l'environnement visant à appuyer l'utilisation efficace des ressources, l'économie circulaire et les modes de consommation et de production viables dans la région paneuropéenne.

101. La coopération entre les pays en matière d'économie verte et le soutien des organisations internationales devraient se poursuivre et pourraient encore être renforcés pour gérer efficacement la transition. Les outils, instruments et autres mécanismes mis à disposition devraient être activement utilisés à cette fin pour combler les lacunes.

## **V. Conclusions et voie à suivre**

102. Les pays de la région s'emploient à rendre leur économie plus respectueuse de l'environnement, mais se heurtent aussi à divers problèmes pour appliquer les politiques pertinentes. Ces problèmes peuvent être liés, sans y être limités, à divers facteurs : application adéquate de l'analyse de l'incidence des politiques, absence de stratégies et de conditions stables pour un développement écologique, pressions exercées par le ralentissement économique et difficulté connexe à mobiliser des capitaux, absence des compétences et connaissances environnementales nécessaires, et pressions des groupes d'intérêt ou des lobbies. La région présente cependant de bons exemples de mise en œuvre

réussie des ensembles de mesures visant l'instauration d'une économie verte, en particulier les mesures sectorielles, qui montrent de quelle manière les pays peuvent écologiser leur économie. Il est néanmoins possible de tirer davantage parti des perspectives offertes par une économie verte.

103. Les pays ont mis au point un certain nombre d'approches, de programmes et d'initiatives pour encourager une utilisation plus efficace des ressources naturelles et atténuer les charges pesant sur les écosystèmes et la base des actifs naturels. Il s'agit entre autres de l'économie circulaire, de cadres de gestion durable des écosystèmes ou des ressources naturelles, d'approches sectorielles durables du point de vue environnemental, d'une méthode de gestion des ressources fondée sur les interactions, de l'éducation au développement durable, de l'aménagement du territoire, de l'affectation de dépenses publiques à la science et à la recherche, de l'accès aux bonnes pratiques et à des cadres de suivi. La réussite de ces programmes et initiatives dépend souvent des éléments ci-après : instauration et application de règles et règlements clairs, application des signaux donnés par les prix qui préviennent la pollution de l'environnement et l'épuisement des ressources, transparence, participation effective de la société civile et du secteur privé, et étroite coopération entre les pays.

104. Dans la région, une attention accrue est portée aux mesures et instruments incitant le secteur privé à innover et à investir dans l'écologisation des processus de production ainsi qu'à offrir des produits et services verts. Au nombre de ceux-ci figurent les marchés publics durables, les instruments axés sur le marché et les mesures réglementaires, mais aussi les outils fondés sur l'information, tels que normes et systèmes d'étiquetage. Les mesures générales et budgétaires favorisant les entreprises innovantes (jeunes entreprises) sont aussi un important moteur de la participation du secteur privé dans le développement de technologies vertes. Il convient aussi de renforcer l'efficacité de ces instruments et la capacité à s'en servir utilement. Certains doivent être mieux conçus pour répondre aux conditions du marché, tandis que d'autres requièrent une bonne coopération et une bonne communication entre les différentes institutions gouvernementales. Les fonctionnaires doivent aussi être formés à l'utilisation et à l'application des instruments en question.

105. Un bon niveau de coopération a été atteint avec l'aide des organisations internationales. La transition peut être accélérée en poursuivant cette coopération et en la renforçant, le but fixé étant d'exploiter les possibilités offertes par l'économie verte et de remédier aux besoins existants compte tenu des priorités nationales.

106. Les activités entreprises par les pays et les conseils donnés par les organisations internationales ont été rassemblés dans une panoplie de mesures communes dans le Cadre stratégique paneuropéen pour une économie plus respectueuse de l'environnement (ECE/BATUMI.CONF/2016/6) et la transition devrait s'en trouver accélérée. Le Cadre stratégique dotera les pays des connaissances disponibles concernant les mesures et instruments susceptibles d'être utilisés pour agir dans des domaines déterminés de l'économie verte selon les priorités nationales tout en atteignant les objectifs de développement durable fixés.

107. Une fois le Cadre stratégique mis en place, les ministres de l'environnement des pays de la CEE seront en mesure de défendre la transition vers une économie verte au sein de leur gouvernement. Ils pourront en particulier mentionner et choisir des mesures qui seront bien adaptées à la situation nationale.